



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mai 2001
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2001

4-8 juin 2001

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

Expérience acquise par l'UNICEF dans le domaine des approches sectorielles et des programmes de développement sectoriel

Résumé

Le présent rapport passe en revue l'expérience acquise jusqu'ici par l'UNICEF dans des pays dans lesquels des approches sectorielles ont été appliquées au cours de ces dernières années. Il vise à recenser, autant que faire se peut vu la complexité qui caractérise fréquemment les partenariats interinstitutions typiques des approches sectorielles, les contributions spécifiques de l'UNICEF à ces partenariats. Le rapport montre la participation systématique croissante de l'UNICEF à diverses approches sectorielles, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, et indique la manière dont l'organisation met en oeuvre ses orientations et son mandat pluridimensionnels pour promouvoir les droits de l'enfant. Le rapport décrit en outre les domaines prioritaires auxquels l'UNICEF continuera d'apporter sa contribution, dans le cadre d'approches sectorielles et de programmes de développement sectoriel.

* E/ICEF/2001/7.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Participation de l'UNICEF aux approches sectorielles : contexte	1–3	3
II. Approches sectorielles	4–25	3
A. Élaboration de politiques et orientations en matière d'approches sectorielles de l'UNICEF à l'intention des bureaux extérieurs	6–8	4
B. Domaines essentiels de la participation et du soutien de l'UNICEF dans le cadre des programmes de pays	9–11	5
C. Soutien à la conception et à la formulation d'approches sectorielles	12–15	5
D. Partenariats et collaboration entre les parties prenantes	16–17	7
E. Assistance technique, et en particulier évaluations conjointes	18	7
F. Activités intersectorielles et soutien à l'innovation	19–24	8
G. Approvisionnement en produits	25	9
III. Bilan de l'expérience acquise par l'UNICEF	26–31	10
A. Adaptation au niveau local	26	10
B. Partenariats	27	10
C. Gestion de la transition	28	10
D. Ressources financières	29–30	11
E. Ressources humaines	31	11
IV. Futurs domaines prioritaires	32	11
V. Conclusion	33–35	12
VI. Projet de décision	36	13

I. Participation de l'UNICEF aux approches sectorielles : contexte

1. Une stratégie essentielle de l'UNICEF consiste à créer et à renforcer des partenariats et des alliances à tous les niveaux, afin de contribuer à construire un monde soucieux des enfants, dans lequel les droits des enfants et des femmes soient respectés, protégés et réalisés. Au niveau des pays, les programmes de l'UNICEF sont exécutés dans le cadre d'une coopération avec les gouvernements, les communautés et les organisations de la société civile. De même, des liens étroits sont établis entre les programmes de pays de l'UNICEF d'une part et les programmes et programmes-cadres pour le développement des organismes des Nations Unies, des organisations multilatérales et des partenaires bilatéraux, de l'autre.

2. L'UNICEF prend une part active au mécanisme des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Récemment, les documents stratégiques sur la lutte contre la pauvreté sont devenus un moyen important de concevoir l'atténuation de la pauvreté d'une manière globale – et de mobiliser des ressources additionnelles, au niveau des pays, à l'appui des services sociaux de base. L'UNICEF continue à participer à ce mécanisme. Les approches sectorielles et les programmes de développement sectoriel se sont rapidement révélés très utiles pour accroître la coordination au niveau des politiques en faveur des secteurs hautement prioritaires, de réduire la fragmentation de l'aide, d'inciter les pays à être parties prenantes au processus, et de contribuer à l'impact et à la durabilité de la coopération pour le développement. L'UNICEF souscrit pleinement à cette démarche et collabore activement avec les gouvernements, les donateurs et les institutions des Nations Unies dans le cadre d'approches sectorielles et de programmes de développement sectoriel mis en oeuvre dans 18 pays à travers le monde. En participant ainsi à l'élaboration de cadres de coopération pour le développement, l'UNICEF s'efforce non seulement d'y apporter sa contribution et de les faire bénéficier de tout son poids, mais également de souligner avec force la nécessité de rendre les différents cadres plus cohérents et d'en accroître la complémentarité et les synergies, dans l'optique de l'efficacité générale de la coopération pour le développement qui doit appuyer les priorités nationales de développement.

3. Le présent document met l'accent sur l'instrument qu'est l'approche sectorielle et passe en revue l'expérience acquise jusqu'ici par l'UNICEF dans des pays dans lesquels ces approches ont été appliquées au cours de ces dernières années. Il vise à recenser, autant que faire se peut vu la complexité qui caractérise fréquemment les partenariats interinstitutions typique des approches sectorielles, les contributions spécifiques de l'UNICEF à ces partenariats. Le rapport montre la participation systématique croissante de l'UNICEF à diverses approches sectorielles, et indique comment l'organisation met en oeuvre ses orientations et son mandat pluridimensionnels pour promouvoir les droits de l'enfant.

II. Approches sectorielles

4. L'approche sectorielle – parfois dénommée « programme de développement sectoriel » – est un programme national intégré de réforme politique portant sur un secteur déterminé. Elle comporte des objectifs, un cadre de politique global, un plan d'investissement et un programme d'exécution assorti de plans de dépenses précis.

En établissant le financement et les partenariats à l'appui de ses objectifs, l'approche sectorielle vise à remédier aux contraintes qu'impose une approche ponctuelle et à améliorer l'impact et la durabilité de la coopération pour le développement. De nombreuses approches sectorielles ont pour objectif déclaré à long terme d'améliorer la coordination de l'assistance pour le développement financée au moyen des budgets ordinaires des gouvernements, et d'éviter la lourdeur propre aux mécanismes dissociés de financement ou de gestion de projets individuels.

5. Les approches sectorielles sont le résultat de l'oeuvre de réforme, la réforme des soins de santé et des programmes d'investissement sectoriels, qui sont un instrument de crédit de la Banque mondiale présentant les caractéristiques suivantes : une portée sectorielle, un cadre de politique sectorielle cohérent, un encadrement assuré par les gouvernements, l'engagement des donateurs, des mécanismes de mise en oeuvre conjointe et une assistance technique minimale à long terme de l'extérieur. Depuis janvier 1997, les institutions bilatérales et multilatérales préfèrent le terme d'approche sectorielle à celui de programme d'investissement sectoriel pour désigner une approche multiforme du développement sectoriel.

A. Élaboration de politiques et orientations en matière d'approches sectorielles de l'UNICEF à l'intention des bureaux extérieurs

6. Face à l'apparition progressive des approches sectorielles dans les années 90, l'UNICEF a publié, en 1997, une note d'information détaillée pour l'ensemble de l'organisation, qui offrait un cadre permettant d'adapter la coopération apportée par l'UNICEF au niveau des pays en fonction des approches sectorielles, et qui mettait en lumière les questions à examiner lors des activités de plaidoyer et de programmation. La note confirmait que les approches sectorielles étaient conformes au processus de programmation par des pays de l'UNICEF, dans le cadre duquel le gouvernement joue un rôle moteur et coordonnateur, tout en encourageant la participation active d'autres intéressés à la promotion des droits de l'enfant. La note incitait les bureaux de pays à s'associer aux approches sectorielles.

7. En septembre 1999, l'UNICEF a établi des directives générales à l'intention des bureaux extérieurs, pour les encourager à participer aux approches sectorielles et aux aspects opérationnels du processus liés à l'exécution. Les directives concernaient les avantages potentiels de la méthode, les facteurs influant sur la réussite des approches sectorielles, les incidences des approches sectorielles sur les procédures de l'UNICEF, l'aide-mémoire en vue de la participation aux programmes sectoriels, les mesures visant à améliorer l'apprentissage institutionnel et des exemples de modes de coopération possibles du Fonds dans le cadre des approches sectorielles. Les bureaux extérieurs ont été incités à apporter l'optique de l'UNICEF à la conception et à l'application des approches sectorielles, et à collaborer avec les partenaires nationaux pour faire en sorte que ces approches prennent en considération, dans la mesure du possible, les éléments suivants :

a) Les principes fondamentaux en matière de droits de l'homme et de droits de l'enfant que sont l'universalité et la non-discrimination, le droit à la survie et au développement, le droit de participer et de s'exprimer, et la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant;

b) une approche globale axée sur l'enfant qui reconnaisse l'enfant comme titulaire de droits;

c) La prise en compte dans les approches sectorielles d'objectifs de développement intéressant les femmes et les enfants, et d'éléments essentiels de programmes prenant en considération leurs besoins; et

d) une approche opérationnelle tenant compte, le cas échéant, de perspectives intersectorielles, et encourageant la participation au mécanisme de l'approche sectorielle des collectivités locales, de la société civile et d'acteurs non gouvernementaux.

8. L'instauration, au siège du Fonds, d'un centre de liaison en matière d'approches sectorielles, l'existence de réseaux mondiaux et régionaux d'approches sectorielles et une série de réunions régionales, qui ont ménagé au siège de l'UNICEF, à ses bureaux régionaux et à ses partenaires la possibilité d'examiner l'application des approches sectorielles, ont permis d'améliorer l'organisation et de mieux soutenir les bureaux régionaux.

B. Domaines essentiels de la participation et du soutien de l'UNICEF dans le cadre des programmes de pays

9. L'UNICEF prend part à des approches sectorielles dans les pays et régions ci-après : Bangladesh, Cambodge, Cisjordanie et Gaza, Éthiopie, Ghana, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda. Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe. La plupart de ces approches sont mises en oeuvre en Afrique et portent sur les secteurs de la santé et de l'éducation. L'UNICEF participe à la conception et à la formulation de ces approches, à la coordination entre les partenaires, à l'apport de l'assistance technique lors des examens et des évaluations sectoriels, à la coordination intersectorielle et l'appui aux innovations, à l'atténuation des effets indésirables de la mise en place d'une approche sectorielle, et à l'approvisionnement en produits.

10. Généralement, la nature de ces contributions potentielles de l'UNICEF est déterminée lors de la mise au point d'un programme de pays bénéficiant de l'assistance du Fonds, ainsi que dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Ces stratégies sont portées à la connaissance du Conseil d'administration dans la note de pays. La nature précise du soutien de l'UNICEF est précisée dans des plans d'opérations de programmes ultérieurs, qui ont généralement un fondement sectoriel et sont coordonnés par un ministère déterminé. C'est pourquoi, l'approche par programmes de l'UNICEF recoupe et appuie les approches sectorielles ou autres initiatives de réforme sectorielle, lorsqu'elles existent.

11. S'agissant des programmes de pays en cours, les examens annuels ou les examens à mi-parcours constituent un moyen d'adapter en souplesse le soutien qu'apporte l'UNICEF aux nouvelles approches sectorielles, dans le contexte du plan-cadre des opérations et des recommandations relatives aux programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration.

C. Soutien à la conception et à la formulation d'approches sectorielles

12. L'UNICEF a encouragé l'intégration d'objectifs et de priorités relatives aux femmes et aux enfants dans les approches sectorielles et dans d'autres réformes sectorielles entreprises dans un certain nombre de pays, en s'inspirant souvent de

l'analyse la plus récente, parrainée par le Fonds, de la situation des femmes et des enfants, des résultats des enquêtes en grappes à indicateurs multiples et des bilans communs de pays. Se fondant sur les enseignements tirés de la promotion des initiatives de développement locales, l'UNICEF a enrichi le débat de politique sectorielle de préoccupations propres aux districts et aux communautés, en privilégiant les principes de l'équité, de la participation et de la rentabilité. En Zambie, l'UNICEF a collaboré avec la Banque mondiale et avec des donateurs bilatéraux pour aider l'Équipe nationale chargée de l'exécution de réformes en matière de santé à formuler des politiques et des stratégies nationales en matière de santé (en 1991) et à élaborer le premier Plan stratégique national pour la santé (en 1993-1994). L'UNICEF a en outre parrainé une initiative nationale visant à déterminer le coût de l'enveloppe de soins de santé primaires (en 1992). Au Malawi, l'UNICEF a cofinancé l'examen commun du secteur de l'éducation et a apporté, en 2000, sa contribution technique pour l'établissement des priorités du Cadre relatif aux politiques et aux investissements. En Éthiopie, l'UNICEF a été l'une des premières institutions à appuyer les plans de développement des secteurs de l'éducation et de la santé. En Ouganda, c'est grâce au Fonds que certaines questions touchant à la santé des femmes et des enfants ont été prises en considération dans l'« enveloppe minimale de soins essentiels de santé » du Plan relatif à la mise en oeuvre de la politique de santé.

13. Au Ghana, l'UNICEF, conjointement avec d'autres partenaires internationaux, a aidé le Gouvernement à mettre au point, entre 1993 et 1995, le plan stratégique à moyen terme de l'approche sectorielle en matière de santé, et à transformer, en 1996, ce document en un programme de travail quinquennal, ainsi qu'à déterminer 20 indicateurs permettant de mesurer les résultats du secteur. Ces indicateurs sont, notamment : l'accès aux médicaments essentiels, les taux de vaccination, le nombre d'enfants dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticides, et les dépenses consenties au titre d'exonérations en faveur des personnes insolvables. Au Mali, l'UNICEF a appuyé l'analyse de la situation et les examens annuels de l'approche sectorielle en matière de santé (PRODESS) lancée en mars 1999. Au Sénégal, des fonctionnaires de l'UNICEF ont participé à des examens de politique générale et à l'établissement de priorités, et ont aidé à déterminer l'enveloppe minimale de soins essentiels de santé aux fins du programme intégré de santé pour la période 1998-2002.

14. L'UNICEF assure, au Bangladesh, la présidence du Partenariat sur la santé, la population et la nutrition, qui regroupe toutes les institutions bilatérales et multilatérales travaillant dans ces domaines. Le Partenariat apporte un soutien technique et politique; entre 1998 et 1999, l'UNICEF a en outre joué un rôle essentiel lors des consultations qui se sont tenues sur l'approche sectorielle relative au secteur sanitaire du Bangladesh. Plus récemment, la contribution du Fonds a été sollicitée pour la création d'un service de coordination aux fins de l'approche sectorielle.

15. À l'origine, l'UNICEF participait essentiellement à des approches sectorielles en matière de santé. Toutefois, comme on peut le lire plus en détail dans la deuxième partie du rapport de la Directrice générale (E/ICEF/2001/4), l'UNICEF apporte de plus en plus fréquemment son soutien à la conception d'approches sectorielles en matière d'éducation. Dernièrement, l'UNICEF a appuyé la formulation d'une politique nationale sur les groupes d'école en Éthiopie et, conjointement avec d'autres institutions des Nations Unies, l'inclusion d'un apprentissage de la vie pratique dans le programme d'enseignement primaire du Malawi. À la fin des années 90, l'UNICEF a encouragé la prise en compte d'aspects locaux de l'éducation

et d'une perspective sexospécifique dans le plan sectoriel d'enseignement de base en Zambie, en se fondant sur une phase pilote de son programme de coopération en cours.

D. Partenariats et collaboration entre les parties prenantes

16. L'UNICEF a été l'une des 30 parties prenantes de la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui ont collaboré avec les gouvernements dans le cadre de la réforme sectorielle. Parmi les partenaires, on trouvait aussi bien des organes bilatéraux que multilatéraux et, souvent, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'UNICEF a aidé à coordonner des approches sectorielles en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Mozambique, des groupes d'étude sur la santé et l'éducation en Éthiopie, et l'action d'un groupe de travail dans le secteur de la santé au Malawi. Il a également été membre du Comité directeur de la santé en République-Unie de Tanzanie, membre d'un comité consultatif pour les approches sectorielles en Ouganda, et l'un des principaux partenaires du groupe de développement du secteur de l'éducation en Zambie.

17. À l'échelon mondial, l'UNICEF fait partie, depuis 1997, du groupe interorganisations sur les approches sectorielles qui a facilité la coopération entre le personnel technique expérimenté au sein des organisations internationales de développement, et a fait réaliser, en 1999, une étude sur l'expérience de cinq pays en matière d'approche sectorielle. Le Comité UNICEF/OMS/FNUAP de coordination sanitaire a élaboré pour la réunion d'avril 2001 un rapport sur les approches sectorielles mettant en lumière la contribution spécifique du système des Nations Unies dans ce domaine. De tels colloques permettent de créer un environnement favorable au travail sectoriel grâce à des campagnes de sensibilisation et des réunions internationales; de faire comprendre qu'il importe d'investir, sur le plan social, dans les programmes de lutte contre la pauvreté; et d'apporter une expérience technique. Les organismes des Nations Unies jouissent également d'une forte crédibilité auprès des gouvernements nationaux.

E. Assistance technique, et en particulier évaluations conjointes

18. Le personnel technique de l'UNICEF a fait partie d'un certain nombre d'équipes de conception, de suivi et d'évaluation des approches sectorielles en cours, jouant un rôle de chef de file dans différents domaines : vaccination, initiatives au niveau communautaire, analyse par sexe, VIH/sida, programmes d'enseignement et d'apprentissage, préparation à la vie active et dispositifs de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. En République-Unie de Tanzanie, l'équipe de l'UNICEF a mis sa vaste expérience de l'organisation au service de la planification au niveau des districts. En Éthiopie, elle a aidé à coordonner l'examen à mi-parcours des programmes de développement de l'éducation et de la santé. Au Malawi, l'UNICEF, en association avec l'Agence danoise de développement international (DANIDA) et l'Agence norvégienne de développement international (NORAD), a apporté en 2000 un appui technique et financier pour la réalisation d'une évaluation commune de l'éducation de base et l'élaboration d'un plan

pour le sous-secteur; il copréside en outre un groupe de travail chargé de la définition du minimum de soins essentiels dans le cadre de l'approche sectorielle en matière de santé. En Zambie, il a coordonné en septembre 1996 l'examen de haut niveau de l'approche sectorielle en matière de santé, qui était présidé par l'ancien Directeur général de l'OMS. Au Ghana, une équipe de l'UNICEF a participé en 1998 aux travaux du Comité d'orientation sur le VIH/sida du Ministère de la santé et a appuyé des études sur l'égalité face à la maladie et la lutte contre l'épidémie. De 1997 à 2000, l'UNICEF a également participé à un certain nombre d'autres études réalisées dans le secteur de la santé, études qui ont permis d'améliorer la planification au niveau national en matière de santé et d'attirer l'attention sur des problèmes méritant d'être suivis de plus près dans le cadre des approches sectorielles.

F. Activités intersectorielles et soutien à l'innovation

19. L'UNICEF a pris part à l'examen par les homologues nationaux des priorités intersectorielles telles que les carences en oligo-éléments, la malnutrition protéocalorique, le VIH/sida, la prise en compte de la sexospécificité, l'intervention en cas de situation d'urgence, et la mise en oeuvre d'activités communautaires. Il a joué un rôle central dans l'appui aux mesures gouvernementales de lutte contre les troubles dus à la carence en iode, objectif important pour plusieurs pays ayant adopté les approches sectorielles. Au Ghana et au Sénégal, l'UNICEF a instauré une alliance qui marche entre les gouvernements et le secteur privé, source principale d'approvisionnement en sel de la sous-région. Il a également aidé le Ministère de la santé à faire connaître l'épidémiologie de la carence en iode, et les résultats des études et à trouver des réponses sous forme de programmes, notamment par une éducation du public aux bienfaits du sel iodé et l'introduction de nouvelles technologies et d'une législation réglementant la vente du sel non iodé. L'OMS et le Conseil international de lutte contre les troubles dus à la carence en iode (support technique) ont été les autres partenaires clefs de cette campagne financée par les Gouvernements canadien et néerlandais, la Banque mondiale et Kiwanis International.

20. Plus d'une douzaine de pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe cherchent à maîtriser l'épidémie de VIH/sida et à atténuer ses incidences sur les droits et le bien-être des enfants et des autres populations vulnérables. La direction des campagnes de sensibilisation et du soutien technique revient souvent à l'UNICEF au sein du groupe de coparrains du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). En Zambie, l'UNICEF a fourni une bonne partie de l'assistance technique nécessaire pour déterminer le coût et finaliser le plan stratégique national sur le VIH/sida, les maladies sexuellement transmissibles et la tuberculose (2001-2003), ainsi que pour coordonner les équipes techniques chargées d'étudier la transmission du VIH de la mère à l'enfant, des expérimentations et du soutien thérapeutique.

21. La lutte antipaludique est devenue une priorité nationale dans les pays ayant adopté les approches sectorielles, et l'UNICEF a collaboré avec les grands instituts de recherche (Navrongo Health Research Centre au Ghana, Tanzania National Institute for Medical Research et Tropical Pesticide Research Institute à Arusha (République-Unie de Tanzanie), notamment) dans le cadre des essais sur l'efficacité des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Une fois la sécurité et l'efficacité du procédé attestées, l'UNICEF et différents partenaires – dont l'OMS et l'Agency for International Development des États-Unis (USAID) – ont appuyé la défense de ce procédé au niveau communautaire et ont assuré, en collaboration avec le secteur privé,

l'approvisionnement continu et à un prix modique en moustiquaires et en insecticides. En Zambie, l'UNICEF a aidé en 1996 à lancer le procédé dans les communautés rurales de la province éloignée de Luapula. Une évaluation internationale de cette initiative, réalisée en 1998, a permis d'établir que les communautés avaient acquis une meilleure compréhension du paludisme et de l'utilisation des moustiquaires imprégnées, et qu'il était judicieux de diffuser plus largement ce procédé. Les programmes sanitaires nationaux actuels des pays où le paludisme est endémique tiennent compte de cette expérience dans leur lutte contre le paludisme et la pneumonie, qui est l'une des principales causes de mortalité infantile.

22. Pendant la période 1994-1996, l'UNICEF a également collaboré avec le Medical Research Council de Gambie pour déterminer l'efficacité du vaccin anti-Haemophilus influenzae B contre la pneumonie bactérienne dans les zones tropicales. Après un essai couronné de succès, des mesures sont actuellement prises pour améliorer l'accès des enfants vivant dans les pays en développement à ce vaccin ainsi qu'à d'autres vaccins nouveaux, grâce aux mécanismes d'achats de l'UNICEF et à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI). Ces mécanismes d'achats sont mis à la disposition de nombreux pays lors de l'exécution de programmes sectoriels, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en vaccins et produits destinés à l'immunisation.

23. Les découvertes résultant d'études pilotes réalisées par l'UNICEF et le Bangladesh Rural Advancement Committee (organisation non gouvernementale) à la fin des années 90 ont étayé l'élaboration du Projet intégré de nutrition du Bangladesh et du Projet national de nutrition, deux initiatives pour lesquelles sont appliqués les principes de l'approche sectorielle. L'UNICEF est encouragé à prendre la direction d'une action visant à appuyer la communication pour un changement de comportement, les fonds étant garantis par un accord de crédit passé entre l'Association internationale de développement et le Gouvernement. De même, les méthodes d'apprentissage élaborées dans l'initiative « Éducation pour tous : approche intensive au niveau des districts » soutenue par l'UNICEF ont été adoptées plus largement afin d'améliorer la qualité de l'éducation primaire au Bangladesh.

24. Au Ghana, l'UNICEF a aidé le Ministère de la santé à mettre en place un système de gestion des opérations sanitaires dans toutes les communautés de la plus vaste région du pays. En 1998, première année de son application, le système a permis de signaler plus de 60 000 naissances non déclarées et de détecter des épidémies de choléra et d'anthrax. Une évaluation récente de l'opération a montré une amélioration des relations et de la communication entre les autorités sanitaires et les communautés, et des contacts plus fréquents avec les professionnels de la santé. Le système est actuellement étendu à d'autres régions du Ghana, dans le cadre des activités sectorielles du Ministère de la santé.

G. Approvisionnement en produits

25. Dans certains pays ayant adopté l'approche sectorielle, l'un des objectifs à long terme des ministères de la santé est le développement des moyens d'achat. L'UNICEF, tout en encourageant un tel projet, a continué de donner aux gouvernements la possibilité d'acheter en grandes quantités et à moindre coût des produits tels que vaccins, micronutriments et matériel médical. De même, ses moyens opérationnels continuent d'aider à améliorer les prévisions à l'échelon national concer-

nant les produits de première nécessité et le système de livraison. Dans certains cas (Bangladesh et Ghana, par exemple), l'UNICEF a offert son assistance technique pour l'approvisionnement de produits, financée par ses propres ressources ou par les fonds provenant d'autres parties prenantes du secteur de la santé.

III. Bilan de l'expérience acquise par l'UNICEF

A. Adaptation au niveau local

26. L'application des principes clefs des approches sectorielles diffère considérablement, notamment en raison de la divergence des politiques, des préférences en ce qui concerne la phase de mise en oeuvre et des capacités des partenaires nationaux. Grâce à son approche de programmation décentralisée et par pays, l'UNICEF est en mesure d'aider les partenaires nationaux à adapter les principes généraux de l'approche sectorielle aux priorités et aux besoins locaux. Il coopère avec les autres parties concernées en vue de renforcer les capacités de développement à moyen terme, notamment aux niveaux infranationaux, comme cela a été le cas au Ghana, en Ouganda et en Zambie.

B. Partenariats

27. Les bureaux de pays de l'UNICEF peuvent jouer un rôle décisif dans l'établissement de partenariats pour soutenir la mise en oeuvre des approches sectorielles, compte tenu de leur grande expérience de l'appui à la coordination nationale dans les secteurs du développement social. Ils ont notamment un rôle de premier plan dans la facilitation des partenariats et la coordination des activités sectorielles préalables à la mise en oeuvre des approches sectorielles. Au Cambodge, au Mozambique et en Ouganda, l'UNICEF bénéficie de la confiance des gouvernements car il a déjà collaboré avec ces derniers pendant les périodes de troubles civils et de relèvement. Le Fonds, qui est doté d'une équipe multidisciplinaire d'experts, peut attirer l'attention sur les questions multisectorielles concernant les enfants et renforcer les liens avec les ministères, les autorités locales, les organisations non gouvernementales et les communautés.

C. Gestion de la transition

28. Des mesures particulières sont souvent nécessaires pour assurer la continuité des programmes existants en faveur des enfants pendant la phase de mise en oeuvre d'une approche sectorielle. Le programme élargi de vaccination au Ghana constitue un bon exemple d'intégration efficace d'un programme vertical dans une approche sectorielle. Le programme a permis d'améliorer durablement les taux de couverture vaccinale pendant toute la période de mise en oeuvre de l'approche sectorielle, contrairement aux tendances constatées dans d'autres pays. Il est donc possible d'avoir recours à des approches similaires pour intégrer d'autres activités en cours à une approche sectorielle.

D. Ressources financières

29. L'un des objectifs de la plupart de ces approches sectorielles est de mobiliser de nouveaux fonds pour le secteur, afin de soutenir les priorités de développement nationales. Dans certains cas, les gouvernements se sont efforcés de rassembler des fonds à l'échelon du programme ou du projet dans un secteur particulier. Comme pour plusieurs autres organismes des Nations Unies, les activités de l'UNICEF sont plus axées sur la coopération que sur le financement ou les dons, et ses contributions financières directes aux gouvernements restent limitées. Des fonds spécifiques sont affectés au soutien d'activités particulières dans le cadre de plans annuels et sont régis par le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'UNICEF, et notamment les dispositions sur l'établissement de rapports relatifs à l'assistance en espèce et au règlement de celle-ci. Ces procédures ont pour objectif de garantir la transparence et de permettre à l'UNICEF de rendre compte à ses partenaires de financement tant de l'utilisation des ressources que des résultats obtenus. Sur ces bases, le Fonds a géré les dotations globales aux niveaux des projets et des districts pour un petit nombre de cadres de développement sectoriel, où les activités à financer ont été clairement définies.

30. Plus généralement, les méthodes employées par les partenaires nationaux pour mobiliser des fonds internationaux varient en fonction des pays et peuvent dépendre, notamment, de la capacité des gouvernements de gérer les fonds, de l'efficacité des mesures de contrôle, du type de partenariat et de la préférence des donateurs. De même, les modalités peuvent évoluer dans chaque pays au fur et à mesure de la mise en oeuvre de l'approche sectorielle. Améliorer la définition des objectifs, la spécification des activités, la transparence et la gestion financière ainsi que le renforcement des systèmes de suivi et les capacités d'établissement de rapports peut permettre de susciter les conditions requises à la mise en commun des ressources.

E. Ressources humaines

31. Les approches sectorielles ont des incidences importantes sur le plan des ressources humaines tant pour les gouvernements que pour les partenaires internationaux. Compte tenu de la participation croissante à ces approches, l'UNICEF a de plus en plus besoin de recourir, dès les premières étapes de l'élaboration de l'approche sectorielle, à du personnel compétent en matière d'analyse des politiques et de sensibilisation, notamment en ce qui concerne l'intégration des questions concernant particulièrement les enfants et les femmes.

IV. Futurs domaines prioritaires

32. Les approches sectorielles ont souvent un effet positif sur la mobilisation de ressources en faveur du développement social, l'instauration d'une collaboration efficace, l'élaboration d'une perspective commune et la définition d'objectifs bénéficiant d'un large soutien. Les problèmes recensés dans certains pays tiennent notamment à leurs capacités limitées en matière de planification, de mise en oeuvre et de gestion sectorielles, l'absence de participation réelle au niveau communautaire et la nécessité d'une communication renforcée entre les autorités centrales et infranationales. Il s'agit de domaines dans lesquels l'UNICEF bénéficie d'une solide expé-

rience et auxquels il peut contribuer efficacement. Le Fonds renforce de plus en plus ses capacités d'aide à la formulation, à la gestion et à l'examen des approches sectorielles ou de leurs précurseurs.

V. Conclusion

33. Les approches et les programmes de développement sectoriels harmonisent les objectifs et les stratégies et sont des outils efficaces pour améliorer les partenariats et renforcer les engagements au niveau sectoriel, dans le cadre de la coopération pour le développement en général. L'UNICEF reste un partenaire convaincu du bien-fondé des approches et des programmes de développement sectoriels et, même si de nombreuses difficultés persistent, le Fonds contribue utilement au processus.

34. L'approche de programmation par pays adoptée par l'UNICEF et ses mécanismes d'élaboration de stratégies, de formulation de programmes et de suivi constituent les bases du soutien efficace qu'il apporte à la mise en oeuvre des approches sectorielles. L'UNICEF continuera de systématiser son appui à ces approches; de tenir compte des priorités et des éléments des approches sectorielles dans les domaines où son assistance est nécessaire; d'approfondir son expérience en mettant l'accent sur ses avantages comparatifs et sa valeur ajoutée; et en renforçant le profil de compétences de son personnel pour fournir un soutien de haute qualité fondé sur le savoir-faire dans l'exécution de ces tâches. En tant que membre de l'équipe de pays de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds favorisera également le resserrement de liens efficaces entre les approches sectorielles, les documents stratégiques sur la lutte contre la pauvreté, les bilans communs de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

35. Les actions prioritaires identifiées par l'UNICEF compte tenu de son engagement actuel vis-à-vis des approches sectorielles et des documents stratégiques sur la lutte contre la pauvreté et du soutien qu'il entend leur apporter sont les suivantes :

a) Participer de façon continue aux consultations sur les approches sectorielles par une analyse de la situation des enfants, la mise en commun des données d'expérience lors des interventions à l'échelon des communautés et l'appui apporté à la conception, la formulation et la mise en oeuvre stratégiques des approches sectorielles en vue d'obtenir des résultats positifs pour les enfants;

b) Apporter un soutien technique dans le cadre des approches sectorielles afin de prendre en compte et d'intégrer les objectifs et les éléments prioritaires pour les enfants et pour les femmes, notamment pour les filles et les groupes les plus exclus et défavorisés, et de veiller à ce que les stratégies de mise en oeuvre de ces approches soient conformes aux principes des droits de l'homme;

c) Veiller à ce que soient incorporées des préoccupations interdisciplinaires telles que la nutrition, la parité entre les sexes, les approches participatives et la planification préalable pour faire face aux situations d'urgence et au renforcement des liens entre les stratégies sectorielles et des cadres plus larges, tels que l'atténuation de la pauvreté;

d) Mener des activités de sensibilisation aux priorités organisationnelles de l'UNICEF, y compris la prévention du VIH/sida chez les enfants et les adolescents, le développement intégré des jeunes enfants, et la diminution de la violence et des mauvais traitements à l'encontre des enfants et des femmes;

e) Faciliter la participation de la société civile, des ONG, des pouvoirs publics locaux et des groupes communautaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre des approches sectorielles et au suivi de leurs incidences;

f) Resserrer la collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies pour renforcer la compatibilité et l'homogénéité des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ainsi que des initiatives sectorielles;

g) Renforcer les capacités du personnel de l'UNICEF afin qu'il contribue aux initiatives sectorielles et autres cadres de coopération élaborés à l'échelon national tels que les documents stratégiques sur la lutte contre la pauvreté, en mettant l'accent sur l'analyse des politiques de développement social, la promotion des approches relatives aux droits de l'enfant, la formulation de stratégies d'intégration des questions de parité entre les sexes et l'aide aux familles les plus pauvres et les plus défavorisées; et

h) Garder à l'examen les données d'expérience et la documentation sur les mesures novatrices et les bonnes pratiques dans le cadre des approches sectorielles, tant sur le plan interne qu'en collaboration avec les partenaires nationaux, les ONG, les organismes bilatéraux et les Nations Unies, en particulier la Banque mondiale.

VI. Projet de décision

36. Le Directeur général *recommande* au Conseil d'administration d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport sur les approches sectorielles figurant dans le document E/ICEF/2001/10;

2. *Prend également note* du rapport présenté à la troisième session du Comité UNICEF/OMS/FNUAP de coordination des questions sanitaires sur les « Approches sectorielles pour le développement de la santé : le rôle des organisations du système des Nations Unies » (CCH3/01/3);

3. *Fait siennes* les vues exprimées par les membres du Comité de coordination des questions sanitaires à la troisième session, notamment la définition des approches sectorielles et la réaffirmation du rôle important joué par les organismes des Nations Unies dans ces approches compte tenu de leur savoir-faire et de leur expérience des activités de développement;

4. *Prie* le Directeur général de veiller à ce que l'UNICEF continue à participer de plus en plus systématiquement aux diverses approches sectorielles, notamment en matière de santé et d'éducation, et poursuive en particulier ses activités de mobilisation générale en faveur des droits de l'enfant et de la réduction des disparités, et les efforts qu'il déploie pour promouvoir les questions interdisciplinaires et les partenariats avec les communautés, la société civile et les autres parties concernées;

5. *Prie en outre* le Directeur général de rendre compte, dans les notes de pays et les examens et évaluations à moyen terme des programmes de pays, des progrès accomplis dans les approches sectorielles.